

# « C'est kafkaïen » : dans les coulisses du cafouillage au sommet de l'Etat sur le « vrai-faux » confinement

 [lemonde.fr/politique/article/2021/03/24/apres-les-rates-du-vrai-faux-confinement-macron-tente-de-rebondir-avec-la-vaccination\\_6074277\\_823448.html](https://www.lemonde.fr/politique/article/2021/03/24/apres-les-rates-du-vrai-faux-confinement-macron-tente-de-rebondir-avec-la-vaccination_6074277_823448.html)



Emmanuel Macron, lors de sa visite dans un centre de vaccination Covid-19, à Valenciennes, mardi 23 mars. YOAN VALAT / EPA VIA AFP

Il est un peu plus de 1 heure du matin samedi 20 mars, quand les équipes de la cellule interministérielle de crise, les yeux cernés, respirent enfin. L'attestation de déplacement dérogatoire destinée aux habitants des seize départements confinés depuis une heure déjà, est fin prête. Ne reste qu'à la faire valider par Matignon et à la mettre en ligne sur le site du ministère de l'intérieur. C'est chose faite entre 3 heures et 4 heures. « *Beaucoup ne s'en rendent pas compte mais c'était un gros travail, il fallait coller au décret, ce n'était pas toujours simple* », assure un proche du premier ministre, Jean Castex.

« *Pas simple* » relève de la litote. En témoigne un extrait dudit décret publié la même nuit. « *Dans les départements mentionnés à l'annexe 2, tout déplacement de personne la conduisant à sortir à la fois d'un périmètre défini par un rayon de 30 kilomètres autour de son lieu de résidence et du département dans lequel ce dernier est situé est interdit.* »

Lire aussi « [En France, vous perdez sur tous les tableaux : économique et sanitaire. Vous avez les morts et la crise](#) »

D'où vient cette notion de 30 kilomètres au lieu des 10 mentionnés jusqu'ici ? Ce style technocratique alambiqué ? A son réveil, le ministre de l'intérieur, Gérald Darmanin, découvre, interloqué, le fruit du travail d'une partie de ses équipes. Pour justifier de leurs déplacements, les Français confinés ont à remplir un document de deux pages, intégrant une quinzaine de cases à cocher pour justifier d'une sortie dont les modalités varient selon l'heure, l'endroit où l'on se trouve, l'endroit où l'on va, ou les animaux de compagnie que l'on promène. « *Illisible* », enrage-t-il. « *Complexe* », confirme dans la matinée la porte-parole du ministre de l'intérieur.

## « Darmanin doit assumer ce truc »

---

Les réseaux sociaux se déchaînent, le gouvernement est comparé à « *la 7<sup>e</sup> compagnie* ». Depuis l'Elysée, Emmanuel Macron se rend compte de l'effet dévastateur. Samedi matin, il ordonne un retrait en rase campagne de l'attestation moquée. « *Je veux un système simple et efficace* », réclame-t-il à ses troupes. « *C'est kafkaïen !* », grince un proche. A la hâte, Matignon s'attelle à la rédaction d'un nouveau document. Mais le mal est fait.

### Lire aussi [Troisième confinement : un week-end de grande confusion dans les départements concernés par les nouvelles mesures](#)

Au sein du gouvernement, ce cafouillage laisse des traces. Le document, préparé par le centre interministériel de crise (CIC) contre le Covid-19, sous la houlette de Beauvau et Matignon, génère de lourdes tensions internes. Accusé d'avoir essayé de rejeter la responsabilité de ce « *plantage* » sur les services du chef du gouvernement ou du ministère de la santé, le ministère de l'intérieur est pointé du doigt. « *Peu importe qu'il ne soit pas d'accord avec l'attestation, Darmanin doit assumer ce truc qui vient de ses services* », s'agace un conseiller de l'exécutif.

A Bercy, Bruno Le Maire a aussi du mal à masquer sa lassitude. Lui qui pensait que, plus jamais, il n'aurait à gérer l'imbroglio entre commerces « *essentiels* » ou « *non essentiels* », « *de première nécessité ou pas* », comme à la fin de 2020, lève les yeux au ciel. « *C'est fait, c'est fait... Maintenant, on va essayer de faire en sorte que ce soit le moins bête possible* », promet-il, jeudi 18 mars au soir, à l'un des responsables d'une fédération de commerçants.

## « Trop de nœuds au cerveau »

---



Emmanuel Macron et Olivier Véran, lors d'une visite dans une pharmacie, à Valenciennes, dans le Nord, mardi 23 mars. YOAN VALAT / AFP

« *C'est un incroyable fiasco.* » Lundi, des députés macronistes se désespèrent de cette « mauvaise » séquence, qui s'est ouverte avec l'annonce du vrai-faux confinement par Jean Castex, le 18 mars. « *La dernière semaine a été très éprouvante. Il y a du flottement et de l'imprécision* », s'alarme un responsable de la majorité, qui déplore notamment « *le débat sémantique* » dans lequel l'exécutif s'est lui-même embourbé. Jean Castex n'a-t-il pas employé le mot tabou lors de sa conférence de presse, jeudi soir ?

Dès le lendemain, Emmanuel Macron le corrige. « *Le terme de confinement à proprement parler n'est pas le bon* », lâche-t-il devant des journalistes, disant préférer « *parler de mesures de freinage supplémentaires* ». « *On se fait trop de nœuds au cerveau. Les Français sont paumés, il faut leur parler simplement. Faire du basique de chez basique* », pestait déjà quelques jours plus tôt un ministre de poids. Mais faire simple avec un « *peuple de paradoxes* », comme le confessait M. Macron à *L'Express* en décembre 2020, relève de la gageure. La situation sanitaire a beau être explosive, le chef de l'Etat fait le pari d'une « *troisième voie* », pour ménager l'exaspération des Français qu'il résume dans le slogan : « *Freiner l'épidémie, sans enfermer.* »

Lire aussi Covid-19 : la « troisième voie » du gouvernement français, un pari risqué pour contrôler l'épidémie

Un « *vrai-faux confinement* », avec son lot d'exceptions, donc. Admettant « *un manque de clarté* », Matignon reprend la main. Il y a urgence : la réunion consacrée à la lutte contre le Covid-19, que Jean Castex tient chaque mardi soir avec ses ministres, est avancée au lundi. Après les ratés du week-end, le premier ministre lance la nouvelle campagne de communication baptisée « *Dedans avec les miens, dehors en citoyen* ». La

formule se veut plus simple à comprendre pour les Français comme pour les ministres chargés de « *mieux expliquer* » le dispositif dans les médias. Mais à peine rendue publique, la voici, elle aussi, brocardée. Un entretien du porte-parole du gouvernement, Gabriel Attal, devait être publié mercredi 24 mars dans les quotidiens régionaux des seize départements concernés par les nouvelles restrictions pour appuyer le propos et mettre fin aux quolibets. « *Il y a un enjeu d'explication des nouvelles règles* », convient ce dernier, qui a porté dès ce week-end son propre slogan : « *Chacun chez soi, ou tous prudents dehors.* »

## **Vacciner « matin, midi et soir »**

---

Emmanuel Macron, lors de sa visite dans un centre de vaccination Covid-19, à Valenciennes, mardi 23 mars. YOAN VALAT / AFP

Soucieux de tourner la page, l'exécutif cherche à rebondir en accélérant la vaccination, considérée comme l'arme principale pour sortir de cet interminable tunnel. Alors que les critiques perdurent contre la « *lenteur* » de la campagne française, Emmanuel Macron a tenu lui-même à donner des gages sur l'augmentation de la cadence. Il faut vacciner « *matin, midi et soir* », et « *accélérer* », a exhorté le chef de l'Etat, mardi 23 mars, lors d'un déplacement à Valenciennes (Nord). « *Il n'y a pas de week-end et de jours fériés pour la vaccination* » qui est « *le cœur de la bataille* », a-t-il insisté, accompagné d'Olivier Véran, le ministre de la santé. Avec une annonce à la clé : les personnes âgées de 70 à 75 ans, sans comorbidité, pourront recevoir une dose dès samedi 27 mars. Actuellement, seuls les plus de 75 ans ou ceux de plus de 50 ans souffrant de comorbidités, sont éligibles. « *Je veux qu'on organise les choses de manière très méthodique, descendre par tranches d'âge* », a précisé le chef de l'Etat.

Lire aussi La vaccination contre le Covid-19 ouverte aux plus de 70 ans à partir de samedi  
De leur côté, les enseignants devraient pouvoir se faire vacciner « à partir de mi ou fin avril », lorsque le nombre de doses disponibles aura augmenté. « Nous allons avoir de plus en plus de vaccins qui vont arriver, cela va nous permettre d'envisager d'avoir des campagnes ciblées sur des professions qui sont exposées », a annoncé le président de la République. Une déclaration à interpréter comme « un objectif » et non comme « un engagement », temporise immédiatement l'Élysée. Le signe que la prudence domine, au sommet de l'Etat, tant les livraisons de vaccins ont pu accuser des retards ces dernières semaines.

Lire aussi Emmanuel Macron laisse entrevoir la vaccination des enseignants, les syndicats demandent des gages

Malgré les difficultés logistiques, M. Macron promet de nouveau que l'Etat sera en mesure d'avoir vacciné mi-avril 10 millions de personnes, puis 20 millions mi-mai et 30 millions mi-juin. Des chiffres jugés atteignables, alors que le pays compte près de 6,6 millions de personnes ayant reçu au moins une dose. Loin, toutefois, des 28 millions des Britanniques...

Pour sortir de la situation de pénurie actuelle, le chef de l'Etat assure « se battre pour avoir des doses », tout en continuant à mettre « la pression de manière extrêmement forte » sur le laboratoire AstraZeneca pour qu'il « honore » les contrats. Afin de compenser les problèmes d'approvisionnement de ce dernier vaccin, le gouvernement mise notamment sur un doublement des livraisons de celui de Pfizer-BioNTech, qui doivent atteindre 40 millions de doses fin juin. Et sur l'arrivée du sérum Johnson & Johnson, unidose, le mois prochain. « On va changer de dimension à partir d'avril », veut croire M. Macron.

## **Nouvelles restrictions pas exclues**

---

Cette livraison massive de vaccins dans les prochaines semaines doit s'accompagner d'une « montée en charge » de la vaccination. « Le but, c'est d'injecter à flux tendu en faisant davantage de volume, explique le ministère de la santé. Aujourd'hui, on réalise entre 200 000 et 300 000 injections par jour. On veut passer un cran au-dessus. » Quitte à faire évoluer la stratégie. Après avoir longtemps exclu l'éventualité d'ouvrir des « vaccinodromes », associés à l'échec de la campagne contre la grippe H1N1, le gouvernement se résout finalement à changer d'échelle. Trente-cinq grands centres vont être ouverts dans les prochains jours « pour pouvoir être capables d'utiliser » toutes les doses qui vont être livrées à la France, selon Olivier Véran.

Lire aussi « Nous n'avons pas de stocks cachés » : Véran défend la stratégie vaccinale du gouvernement

M. Macron, qui avait décrété la « guerre » au virus un an plus tôt, déploie l'armée et les pompiers en renfort pour mettre ces centres sur pied, dont un au Stade de France, à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis). A terme, le gouvernement espère en ouvrir de 100 à 200 sur tout le territoire. « L'objectif, c'est de faire du chiffre ! », résume un conseiller.

Engagé dans « *une course de vitesse* » face aux variants, plus contagieux, le chef de l'Etat n'exclut pas de nouvelles restrictions à venir, afin de s'adapter à la forte recrudescence de l'épidémie ces derniers jours. « *On a besoin de quinze jours pour vérifier si les mesures prises sont efficaces sur les territoires concernés* », constate-t-il mardi, en référence aux annonces du 18 mars. Avant d'ajouter : « *Après, si d'autres territoires rentrent dans ces catégories, nous aurons sans doute à l'entendre.* » Le matin même, sur BFM-TV, l'épidémiologiste et membre du conseil scientifique Arnaud Fontanet a justement recommandé d'étendre les nouvelles restrictions à d'autres régions « *dans un état encore maîtrisé mais qui dans trois ou quatre semaines seront dans une situation critique* ».

Cet éventuel élargissement du « confinement » viendrait mettre un peu plus à mal le « pari » du locataire de l'Elysée de ne pas reconfiner, fin janvier. Un risque politique majeur pour M. Macron à l'approche de l'élection présidentielle de 2022. D'autant que la défiance de l'opinion à l'égard du pouvoir reste forte. Dans le dernier baromètre IFOP pour *Le Journal du dimanche*, la cote du chef de l'Etat chute de quatre points pour atteindre 37 %. Plus grave : seuls 34 % des Français estiment le gouvernement capable de lutter efficacement contre l'épidémie de Covid-19. Le niveau le plus bas depuis le début de la crise, il y a un an.